

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous avons eu, je le répète, un excellent entretien, qui donnera des résultats aux agriculteurs canadiens aussi bien dans l'immédiat que dans l'avenir. Cette question constituait pour nous une priorité de premier ordre. Et elle va le demeurer, grâce à l'appui de tous les députés.

● (1150)

**M. Broadbent:** Sans compter qu'il fait beau aujourd'hui.

\* \* \*

[Français]

### LES FINANCES

#### ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LA BAISSÉ DES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. La semaine dernière, les taux d'intérêt ont baissé de 1 p. 100. Cette semaine, les taux d'intérêt ont baissé de .5 p. 100. Voici donc ma question: Est-ce que le ministre des Finances est en mesure d'expliquer ce que signifie cette baisse importante des taux d'intérêt pour les Canadiens qui ont, par exemple, une hypothèque de \$50,000? Quels sont les avantages qu'ils en retirent?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, c'est très bon pour l'économie du Canada que d'avoir cette diminution des taux d'intérêt; pour ce qui est des taux hypothécaires, il s'agit d'une baisse de 13.25 p. 100 à 11 p. 100, donc une économie de près de \$1,000 par année pour le Canadien pour son hypothèque.

\* \* \*

[Traduction]

### LA DÉFENSE NATIONALE

#### LE SYSTÈME DE DÉFENSE AÉRIENNE DE BASSE ALTITUDE

**M. Len Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre associé de la Défense nationale.

Selon de récents articles de presse, le système de défense aérienne de basse altitude pourrait être réduit de 50 p. 100, ou le ministre de la Défense nationale envisagerait de l'éliminer ou du moins de le retarder. Ce programme est vital pour Chatham, au Nouveau-Brunswick, et pour les bases canadiennes de Lahr et de Baden, en Allemagne.

**M. le Président:** La question, s'il vous plaît.

**M. Hopkins:** Le ministre pourrait-il confirmer ou démentir ces articles?

**L'hon. Harvie Andre (ministre associé de la Défense nationale):** Ni l'un ni l'autre, monsieur le Président. Les articles sont de la spéculation, puisque la question est actuellement étudiée par le gouvernement. Les décisions seront prises en temps et lieu.

**M. Blackburn (Brant):** Quand?

#### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Len Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke):** Monsieur le Président, je demandais quand la décision serait prise et si le ministre pouvait garantir que le programme continuerait comme prévu et selon le calendrier déjà annoncé?

**L'hon. Harvie Andre (ministre associé de la Défense nationale):** Monsieur le Président, je n'ai rien à ajouter à ma réponse. La question est à l'étude et une décision sera annoncée en temps et lieu.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LES PHILIPPINES—LES AVOIRS QUE DÉTIENDRAIT L'EX-PRÉSIDENT MARCOS AU CANADA

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Est-il prêt à confirmer à la Chambre qu'il a reçu des demandes de renseignements du nouveau gouvernement Aquino des Philippines au sujet d'avoirs que détiendraient, au Canada, M. Jose Campos de Vancouver et de Manille et d'autre amis de l'ancien président Marcos?

Le gouvernement canadien est-il prêt à collaborer avec M. Roy Sangil représentant au Canada de la commission présidentielle des Philippines, pour récupérer des biens volés au peuple philippin?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je ne suis pas en mesure de confirmer avoir reçu une requête concernant cette affaire.

Je peux cependant affirmer au député et à la Chambre qu'aussitôt que j'ai appris que les autorisés philippines songeaient à récupérer certains biens au Canada, j'ai demandé à notre ambassadeur aux Philippines, M. Davidson, de rencontrer des représentants du gouvernement de ce pays pour leur indiquer que, dans le cadre des lois canadiennes, le Canada était prêt à collaborer entièrement avec les autorités des Philippines. Ce message a été transmis.

A ma connaissance, aucune requête officielle ne nous a encore été faite, mais le cas échéant le Canada répondra de façon positive aux autorités des Philippines.